

EP relative au projet de révision de la Charte PNR Morvan

Observations de la commission d'enquête sur le dossier présenté, avant EP

Document présenté au Conseil régional BFC lors de notre rencontre du 4 mars 2019
et transmis le 5 mars 2019.

Rappel juridique

C'est le code de l'environnement qui prévoit de faire compléter le dossier, dans les conditions suivantes :

Article L123-13 : « *Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête conduit l'enquête de manière à permettre au public de disposer d'une information complète sur le projet, plan ou programme, et de participer effectivement au processus de décision en lui permettant de présenter ses observations et propositions.....* ».

Article R123-14 : « *Lorsqu'il entend faire compléter le dossier par des documents utiles à la bonne information du public dans les conditions prévues à l'article L. 123-13, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête en fait la demande au responsable du projet, plan ou programme; cette demande ne peut porter que sur des documents en la possession de ce dernier.*

Les documents ainsi obtenus ou le refus motivé du responsable du projet, plan ou programme sont versés au dossier tenu au siège de l'enquête.

Lorsque de tels documents sont ajoutés en cours d'enquête, un bordereau joint au dossier d'enquête mentionne la nature des pièces et la date à laquelle celles-ci ont été ajoutées au dossier d'enquête ».

Commentaires de la commission d'enquête

Il découle de ces articles que, sauf en cas de manquement grave, la commission d'enquête n'a aucun pouvoir d'exiger de la Personne publique responsable qu'elle fournisse les documents demandés. Elle l'invite à fournir des compléments jugés utiles pour la bonne information du public.

Mais à défaut de satisfaire la demande, la commission d'enquête en fera état dans le rapport et ces insuffisances pourront orienter son avis, notamment au regard des observations collectées. De plus, le rapport étant accessible au public, ces carences ne manqueraient pas d'être exploitées à bon escient par tout opposant au projet, qui voudrait engager un recours.

Il est donc du plus grand intérêt de la Personne publique responsable de présenter un dossier complet sur la forme et sur le fond, permettant une « bonne et complète information » du public. Il ne faut pas en conclure pour autant qu'il faut un dossier volumineux, compliqué ou encore très technique. Rien de cela.

D'une manière générale, il faut toujours se mettre à la place du public non initié, venant consulter en l'absence du commissaire enquêteur. Le dossier doit répondre à l'objet de l'enquête tout en étant compréhensible par chacun, c'est-à-dire qu'il doit être rédigé correctement et simplement, les mots et termes techniques doivent être explicités (renvois, glossaires, etc.)

Pour la commission d'enquête,
Le Président



Michel Breuillé

Voir au verso les observations de la commission d'enquête sur le dossier présenté

EP relative au projet de révision de la Charte du PNR Morvan

Observations de la commission d'enquête sur le dossier, avant EP

I - Appréciation sur la forme

En référence aux articles R123-8 et R333-6-1 du code de l'environnement

textes concernés	document concerné	références	conformité du dossier	
Code environnement Livres I et III Documents obligatoires	Etude d'impact + résumé non technique Evaluation environnementale + RNT Avis de l'Ae	R123-8 1°	NC ¹ Oui (document 1) En attente	
	Si absence d'évaluation environnementale	R123-8.2°	NC	
	-mention des textes qui régissent l'EP -insertion dans la procédure administrative du plan -décision(s) adoptée(s) au terme de l'EP -autorité compétente pour prendre la décision	R123-8 3°	Non Non Non Non	Si l'AP d'ouverture est joint au dossier d'EP, il comporte en partie ces informations, mais ce n'est pas.....
	-les avis émis	R123-8- 4°	Oui et en attente	
	-débat public ou concertation préalable	L123-12 R123-8-5° et R333-3-II-1°- d)	Oui (document 6)	
	-mention des autres autorisations pour réaliser le projet	R123-8 6°	NC	
	Rapport déterminant les orientations de protection, de mise en valeur et de développement envisagées	R333-3-II-1°-a)	Oui (documents 2 et 5)	
	Les mesures qui seront mises en œuvre sur le territoire classé	R333-3-II-1°-b)	Oui (document 5)	
	Dispositif d'évaluation de mise en œuvre de la Charte et de suivi	R333-3-II-1°-c)	Oui (document 7)	
	Plan du Parc	R333-3-II-2°	Oui (document 3)	
Code environnement Livres I et III Documents facultatifs au dossier d'EP (cf. R336-6-1)	Diagnostic (inventaire du patrimoine et analyse des enjeux.....)	R333-3-I	Oui (document 4)	
	Des annexes : a) La liste des communes du périmètre d'étude, avec mention de celles ayant approuvé ou non la Charte ; b) La liste des EPCI à fiscalité propre ayant approuvé la Charte ; c) Une carte des communes et EPCI à fiscalité propre, avec approbation ou non de la Charte ; d) Les projets de statuts modifiés du SMAGP ² ; e) L'emblème du Parc ; f) Un plan de financement des 3 premières années de classement ; g) Le rapport environnemental et l'avis de l'Ae.	R333-3-II-3°	Oui (document 1 p149 ³) Oui (document 1 p151 ⁴) Oui (document 1 p148 et 150 ⁵) Non, en attente (cf. sommaire p3) Oui (document 1 p152) Non, en attente (cf. sommaire p3) Oui, avis Ae en attente	

¹ NC : Non Concerné

² SMAGP : Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du Parc

³ Sans précision sur l'approbation ou non de la Charte

⁴ Sans précision sur l'approbation ou non de la Charte

⁵ Sans précision sur l'approbation ou non de la Charte

II - Appréciation sur le fond et éléments de réponses

documents repères	Observations	Eléments de réponses
<u>Rapport concertation</u>	<p>♦Le document décrit surtout la méthodologie utilisée et le bilan global (cf. p44 et 45). C'est une réponse générique au 2^{ème} § de l'article L123-12, sur le bilan de cette procédure ainsi que sur la synthèse des observations et propositions formulées par le public. Mais il serait utile de connaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les moyens d'informations utilisés ; - Les lieux et nombre des réunions ; - Le nombre et la qualité des participants pour chacune d'elles ; - Le bilan des réunions, etc. <p>En complément, la Charte rapporte seulement quelques informations sur la concertation dans le préambule (p5). Sur le même objet, pourrions nous avoir une copie de la délibération motivée du CRBFC définissant les modalités de la concertation (cf. I de l'art. R333-5 du CE)</p>	<p>- Annexe 1 : <u>bilan de la concertation</u></p>
<u>Rapport d'évaluation</u>	<p>♦Un sommaire à ce rapport serait utile.</p>	<p>- Annexe 2 : <u>délibération du conseil régional du 31 mars 2017</u></p>
<u>Généralités</u>	<p>♦A la p6, dans la première partie (méthodologie mobilisée), la commission relève l'absence de participation du « grand public ». Dans la 2^{ème} partie (précautions méthodologiques), il est évoqué la parole de l'habitant et celle du propriétaire. Qu'en est-il exactement ?</p> <p>♦P42, 2^{ème} § en partant du haut, concernant la conclusion et l'évaluation sur l'énergie, pouvez-vous expliquer : « <i>Si les résultats sont remarqués pour le développement des énergies renouvelables, ils restent confidentiels pour les volets de la sobriété et de l'efficacité énergétique</i> » ?</p> <p>♦Pourriez-vous mettre un renvoi des sigles en bas de pages et/ou un glossaire en début ou fin de certains documents lorsque c'est nécessaire (cf. rapport d'évaluation : p29/60 : MAEt et MAEc, p37 : FSC ??)</p>	<p>- Annexe 3 : <u>précisions pour l'enquête publique</u></p> <p>- idem</p>

Annexe 1

BILAN DE LA CONCERTATION MENEES EN VUE DU RENOUVELLEMENT DE LA LABELLISATION PARC NATUREL REGIONAL

Pour mener à bien le renouvellement de son label, le syndicat mixte du Parc naturel régional du Morvan a souhaité mener une concertation la plus complète possible, mais dans un temps relativement limité pour tenir compte des exigences du long calendrier de la procédure.

Pour cela, il a mobilisé les instances délibérantes et consultatives existantes du Parc. Il a complété le dispositif par une instance de pilotage politique : la "Conférence du Morvan" qui a permis de travailler avec les parlementaires et les présidents des communautés de communes et départements, qui ne sont pas membres du syndicat mixte ou n'y siègent pas directement en s'y faisant représenter. Il a complété la composition des instances consultatives, des commissions thématiques en particulier, pour en améliorer la représentativité.

Ces instances réunissent des élus du territoire, des scientifiques, des représentants des corps intermédiaires (syndicats, associations, chambres consulaires) les représentants des services de l'Etat, des collectivités et des établissements publics (ONF, CRPF, Agences de l'Eau...).

Pour ces instances, la concertation menée entre 2017 et 2018 a été intense (commissions thématiques, réunies deux fois chacune (18 réunions), commission de synthèse des élus, deux réunions d'une commission générale (80 personnes) réunissant tous les participants aux commissions thématiques, très nombreuses réunions du bureau exécutif du Parc et dans sa version élargie aux présidents des commissions thématiques et au représentant du comité scientifique. Trois réunions du comité scientifique du Parc, autant du Conseil Associatif et Citoyen. Le comité syndical a débattu du projet à chaque session (11 depuis début 2017). Les membres des commissions et du monde associatif, ainsi que du conseil scientifique du Parc ont se sont impliqués fortement, ils ont ainsi fourni de très nombreuses contributions écrites au projet et ont assuré des relectures détaillées des documents.

Nom de l'instance du Parc	Type de participants	Nombre de réunions
Comité syndical	Elus, Etat, membres consultatifs	11
Bureau	Elus, Etat, membres consultatifs	8
Bureau exécutif	Président, vices présidents, présidents de commissions thématiques, représentant du Conseil scientifique et du Conseil Associatif et Citoyen	20
Conférence du Morvan	Elus, parlementaires, représentants du Conseil scientifique et du Conseil Associatif et citoyen, PETR	3
Conseil scientifique	Universitaires, scientifiques	3
Conseil associatif et citoyen	Associations	3
Commissions thématique	Elus, corps intermédiaires, scientifiques, représentants des établissements publics, de l'Etat des services des collectivités membres du syndicat mixte	18
Commission de synthèse des élus	Elus participants aux commissions thématiques	1
Commission générale	Tous les participants aux commissions thématiques, toutes thématiques confondues	2

La concertation, bien que menée dans un laps de temps restreint, a recherché la mobilisation de la population pour des temps essentiels de concertation avec sept "grands cafés" (200 personnes) en début d'été 2017, et quatre "rencontres de l'automne" (150 personnes). Ces réunions, animées par un tiers facilitateur : Kaleido'scop ont permis l'expression optimale de tous les participants, *via* des méthodes d'animation de réunion facilitant l'expression de tous, au travers de travail en petits groupes créatifs et conviviaux et été l'occasion de recueillir une importante matière qui a constitué le socle à partir duquel le projet, après l'appui des autres instances a été élaboré. Des animations spécifiques ont aussi été réalisées sur un marché et lors de la Fête de l'Automne. Ces rencontres ont bien consisté des temps de concertation avec des outils variés d'animation recherchant l'expression écrite ou orale de chacun des participants avec la définition, ensemble d'objectifs, de moyens, de propositions d'action non pas en des réunions classiques d'information où le Parc délivrait un message à un public face à lui.

Type de "réunion" Grand public	Lieux	Nombre de rencontres	Nombre de personnes
Grands cafés	Brassy (58) Château-Chinon (58) Avallon (89) Saulieu (21) Moulins-Engilbert (58) Anost (71) Etang-sur-Arroux (71)	7	200
Rencontres de l'automne	Liernais (21) Saint-Léger-sous-Beuvray (71) Saint-Germain-des-Champs (89) Saint-Honoré-les-Bains (58)	4	150
Animation marché	Lormes (58)	1	20 contacts directs
Ateliers fête de l'automne (= fête du Parc)	Saint-Brisson (58)	6 ½ journées	Plusieurs centaines de personnes

Le Parc a également travaillé en étroite relation et de façon très suivie avec les services de la Région et de l'Etat (DREAL et SGAR) et en lien avec la Fédération Nationale des Parcs Naturels Régionaux.

Afin de s'assurer de la meilleure participation possible de la population aux réunions de concertation de la Charte, le Parc a fait un important effort de communication en multipliant les canaux d'information :

- ✓ Réalisation d'un clip vidéo diffusé en début de toutes les réunions du Parc et sur les réseaux sociaux, le format de 3 minutes ayant été prévu pour, et disponible sur Youtube, il a été visionné en ligne plus de 900 fois. <https://www.youtube.com/watch?v=0oIFwTaMrFU> ;
- ✓ Réalisation de trois magazines du Parc "spécial Charte", diffusés dans toutes les boîtes aux lettres du territoire, indiquant les dates des réunions et ce qu'il en était ressorti ;
- ✓ Réalisation d'une plaquette "Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le Parc sans jamais oser le demander", tirée à 5 000 exemplaires ;
- ✓ Invitation à participer à la concertation du président du Parc par un mail adressé à tous les contacts du Parc (plusieurs milliers de mails) ;
- ✓ Annonce dans la presse quotidienne régionale des réunions, via communiqués de presse du Parc (Bien Public, Yonne Républicaine, Journal de Saône-et-Loire et Journal du Centre) ;
- ✓ Affichage dans les communes et leurs hameaux, sur les panneaux d'information communaux et commerces, directement par les soins du Parc ou en sollicitant les mairies, de 2 000 affiches annonçant les réunions de concertation ;
- ✓ Annonce sur le blog dédié à la révision de la Charte <https://morvan2035.com/> ;
- ✓ Annonce des différentes étapes sur le site internet du Parc et lien vers le blog et la vidéo <http://www.parcumorvan.org/>

Annexe 2

ASSEMBLEE PLENIERE DU CONSEIL REGIONAL DE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE	N° du rapport : 4- 20
	Date : vendredi 31 mars 2017
Politique / Fonction : 7 - Environnement	
Sous-Politique / Sous-Fonction: 76 - Patrimoine naturel	
Programme : 76.12 - Parc Naturel Régional du Morvan	

Porteur de projet : Syndicat mixte de gestion du Parc du Morvan

Objet : 7612 AA - Procédure de renouvellement du classement du Parc naturel régional du Morvan

Exposé des motifs :

1. Le contexte

Compétence historique des Régions au titre de l'aménagement du territoire, les Parcs naturels régionaux sont des territoires ruraux reconnus aux niveaux national et international pour leur forte valeur patrimoniale et paysagère, et qui organisent en conséquence l'activité humaine autour de projets concertés de développement basés sur la protection et la valorisation de leurs patrimoines naturels et culturels.

La reconnaissance comme Parc naturel régional est le fruit d'un processus long et exigeant, le classement étant assuré par l'État sur l'impulsion de la Région. Cette double reconnaissance apporte aux territoires de Parcs un label reconnu pour une période de 15 ans, et les positionne comme outils privilégiés d'aménagement et de développement du territoire rural.

La Région Bourgogne Franche-Comté accompagne dans les espaces ruraux au patrimoine naturel et culturel riche et fragile, trois parcs naturels régionaux reconnus : les Ballons des Vosges, le Haut-Jura et le Morvan, véritables laboratoires d'un nouveau modèle de développement. Ils concernent en Bourgogne Franche-Comté, 4 858 km², 261 communes et représentent 154.066 habitants.

Reclassé pour 12 ans par décret du Premier Ministre, le 27 Juin 2008, à la demande de la Région Bourgogne, le Parc du Morvan est classé en Parc naturel régional depuis Octobre 1970, faisant ainsi partie des premiers Parcs reconnus en France suite au décret de Mars 1967.

La procédure de renouvellement du classement est définie par le cadre législatif qui confie la conduite de la révision de la Charte au Syndicat mixte, structure de gestion mais c'est bien à la Région d'engager cette procédure. Suivant l'article R-333-5 du Code de l'environnement « *la procédure de renouvellement de classement est engagée par une délibération motivée du Conseil régional qui prescrit l'élaboration ou la révision de la charte, détermine le périmètre d'étude et définit les modalités de l'association des collectivités territoriales concernées et de leurs groupements ainsi que celles de la concertation avec les partenaires associés* ».

Ainsi, afin d'obtenir le renouvellement de classement avant l'échéance de Juin 2020, les élus du Syndicat mixte de gestion du Parc naturel régional ont décidé, lors de la réunion du Comité syndical du 26 Janvier 2017, de réviser sa Charte. Il revient maintenant à la Région de prendre la décision d'engager officiellement la procédure de révision. C'est à ce titre que le Président du Syndicat mixte de gestion du Parc naturel régional du Morvan a sollicité le Conseil régional par courrier en date du 27 Janvier 2017.

2. Les motivations et enjeux de la demande de révision

Les Parcs naturels régionaux définissent un projet de territoire fondé sur une Charte négociée entre tous les acteurs signataires. La procédure de renouvellement du classement est donc l'occasion pour tous les partenaires concernés par le développement de ce territoire de se poser la question des enjeux et défis à relever pour assurer un développement basé sur la protection et la valorisation des patrimoines naturels et culturels.

La Charte du Parc naturel régional du Morvan a été adoptée par le décret n° 2008-623 du 27 Juin 2008 pour 12 ans. Ce décret classe les 117 communes où s'applique la Charte du Parc naturel régional. Deux communes (Empury et St-Brancher) qui n'avaient pas approuvé la Charte en 2007, l'ont fait plus tard et sont devenues ainsi communes partenaires, membres du Syndicat mixte. Quatre villes partenaires ont approuvé la Charte et sont membres du Syndicat mixte (Autun, Arnay le Duc, Corbigny et Châtillon en Bazois).

Les élus du Syndicat mixte du Parc souhaitent affirmer les orientations de développement et de préservation du territoire en adéquation avec les dynamiques actuelles en œuvre sur et en périphérie du massif du Morvan. Ces orientations découlent d'une part de l'évolution générale des données économiques et sociétales et des changements globaux, de l'évolution du contexte local d'autre part (nouvelle organisation territoriale).

A raison de ce contexte, et sur la base du bilan – évaluation de la Charte actuelle qui va être réalisé, les élus réunis au sein du Syndicat mixte souhaitent poursuivre le projet de Parc naturel régional afin de conforter et d'amplifier le développement durable du Morvan sur les plans économiques, environnemental, culturel et social.

Le Syndicat mixte du Parc ambitionne également de poursuivre un travail soutenu d'éducation aux patrimoines et de sensibilisation aux spécificités du territoire, dans la perspective d'un partage solidaire des aménités et retombées du Parc naturel régional.

L'objectif affiché est enfin d'expérimenter et d'innover dans toutes les composantes de ce projet aux plans économique, environnemental, culturel et social, en soutenant les initiatives originales repérées sur son territoire, qu'elles viennent d'acteurs publics ou privés.

Sur les plans technique et organisationnel, la nouvelle Charte sera l'occasion de travailler sur les sujets suivants :

- * S'adapter au nouveau contexte législatif et réglementaire, et aux mutations en cours en matière d'organisation territoriale en redéfinissant et en précisant les rôles respectifs du Syndicat mixte du Parc et de ses partenaires signataires de la Charte (communes, communautés de communes, Pays, villes portes, Départements, Région, État) dans la mise en œuvre du projet de territoire ;
- * Travailler de manière rapprochée avec les Pays et EPCI qui couvrent le territoire du Parc ;
- * Mettre en regard et en adéquation les démarches de planification aux différentes échelles (SCOT et PLUI) et les orientations de la future Charte ;
- * Établir un plan de Parc, en affichant des orientations précises en matière de protection, d'aménagement et de développement du territoire, et en y intégrant les questions de connectivités et du lien urbain/rural en prenant en considération les territoires voisins (y compris les villes partenaires) ;
- * Réviser les statuts du Syndicat mixte en conformité avec les nouvelles orientations définies lors de la révision de la Charte, afin en particulier, de prendre en compte la nouvelle organisation territoriale.

2.1 - Une évolution de l'organisation territoriale qui renforce le rôle de cohésion du Parc

Une évolution de l'organisation territoriale ayant fortement modifié le paysage institutionnel du territoire : couvert par 13 EPCI en 2016, le territoire n'en compte que 8 en 2017 dont 2 seulement se trouvent entièrement dans le périmètre du Parc.

Le nouveau contexte législatif et réglementaire issu de la loi NOTRe entraîne une montée en puissance des EPCI via des transferts de compétences qui nécessitent de redéfinir l'articulation entre différentes collectivités.

La réorganisation territoriale ne remet pas en cause la pertinence et la cohérence du périmètre du Parc naturel régional du Morvan. Elle renforce son rôle de cohésion et de mise en cohérence des politiques publiques à l'échelle du massif et sa position d'interlocuteur et partenaire. L'identité morvandelle est politiquement et institutionnellement aujourd'hui représentée par le seul Syndicat mixte du Parc.

2.2 – Des patrimoines naturels, culturels et paysagers toujours remarquables, et sous pression

Les évolutions de l'agriculture (agrandissement des exploitations, délaissement de certaines parcelles difficiles, dynamisme de la culture du sapin de Noël, ...), les modes de sylviculture (enrésinement, coupes rases, mono-spécificité des peuplements, pression accrue de la récolte, ...) sont autant de facteurs qui font pression sur la biodiversité, la valeur des paysages, la qualité de la ressource en eau, etc.

De même, la société rurale morvandelle, tout en restant très attachée à son patrimoine bâti, connaît des changements qui peuvent lui faire perdre la connaissance de son territoire et modifier les formes architecturales et urbaines traditionnelles : il est nécessaire de maintenir une certaine cohérence dans les aménagements envisagés.

Enfin, le dérèglement climatique en cours induira très certainement, dans les politiques agricoles et sylvicoles, dans la gestion d'une ressource en eau raréfiée, des tensions qu'il est nécessaire d'anticiper.

Des ressources naturelles et des savoir-faire qu'il faut identifier et valoriser, dans une économie toujours fragile.

Une filière agricole qui, dans un contexte d'économie mondialisée, a besoin de se rapprocher, comme elle le fait depuis quelques années, des consommateurs dans un objectif d'augmentation de la valeur ajoutée des produits et de commercialisation en circuits courts locaux et régionaux.

Des savoir-faire artisanaux, notamment dans le bois, qui sont reconnus, mis en valeur mais dont l'économie reste trop fragile malgré les réussites (Artisans Bois Morvan, constructions bois, ...).

Le recours à des énergies renouvelables locales comme le bois, le solaire, l'hydroélectricité, l'éolien, à renforcer dans le respect des ressources, de la biodiversité et des paysages.

Une destination touristique reconnue comme « pôle de nature » dont il faut, encore et toujours, renforcer et qualifier l'offre, et assurer, dans un cadre collectif, la promotion.

La nécessité, pour ce territoire hyper rural, de maintenir des services courants de proximité, sous peine de créer à terme « un désert humain ».

Massif cohérent à l'identité affirmée et reconnue, le Morvan peut pâtir de son « éclatement » en territoires qui peuvent penser leurs développement indépendamment les uns des autres au risque de perdre de vue la cohésion territoriale.

2.3 - Un territoire d'accueil, attractif, objet de contradictions

Une attractivité résidentielle qui se maintient, qui se confronte à la raréfaction des services : demande parfois difficile à assumer pour les collectivités territoriales spécialement en cette période de réduction des ressources financières et d'acquisition de nouvelles compétences.

Un solde démographique positif dans l'ensemble, mais masquant des disparités, notamment entre le cœur et la périphérie du territoire.

D'importants échanges migratoires entraînant un renouvellement de la population posant la question de la cohésion sociale et de l'identité du Morvan.

Une évolution sociétale, dont les signes sont perceptibles, qui est marquée par des aspirations, des modes de vie et des pratiques quotidiennes balançant entre l'individualisme et le consumérisme d'une part, et le recours à de nouvelles solidarités, à des modes de vie alternatifs plus ancrés localement, d'autre part.

Par ses missions d'information et de sensibilisation, d'aménagement du territoire, de préservation du cadre de vie, le Parc naturel régional du Morvan est un acteur indispensable au maintien de la cohésion sociale, environnementale et de l'identité du territoire.

Ces différentes motivations croisées avec l'expérience du Parc naturel régional du Morvan conduisent à positionner cet acteur comme le plus légitime pour impulser et mettre en œuvre un développement harmonieux sur ce territoire.

3. Le périmètre d'étude de la nouvelle Charte

Le syndicat mixte a sollicité l'expertise du conseil scientifique afin de définir un périmètre d'étude correspondant le plus largement possible au territoire du Morvan « vécu ». La Région a accompagné cette réflexion en conservant à l'esprit l'objectif de définir le périmètre le plus pertinent pour s'engager dans une nouvelle Charte.

Le périmètre proposé pour la révision (cf. annexes 1 et 2) correspond aux 121 communes du précédent périmètre d'étude validé par le Conseil régional de Bourgogne le 29 octobre 2004, dont 117 sont actuellement classées sous l'appellation « Parc naturel régional du Morvan ».

A ces 121 communes, s'ajoutent, dans cette proposition de périmètre d'étude, 8 communes de Saône et Loire, classées « montagne » en 2011, du massif d'Uchon (Brion, Broys, Charbonnat, Dettéy, Laizy, Mesvres, Saint Eugène, Saint Nizier).

Cela porte le périmètre d'étude à 129 communes dont 51 dans la Nièvre, 29 en Côte d'Or, 28 en Saône et Loire et 21 dans l'Yonne.

4. La méthode

Le Syndicat mixte de gestion du Parc du Morvan est chargé de conduire la préparation et l'élaboration de la nouvelle Charte. Cette révision et les travaux qui en découlent impliquent un travail important et mobilisant fortement les élus et l'équipe technique du Parc.

Cette longue procédure devra intégrer tous les enjeux de développement du territoire (économie, environnement, culture, ...) et nécessitera la réalisation d'études préalables, en particulier d'une évaluation de la mise en œuvre des orientations de la charte précédente et d'une analyse de l'évolution du territoire. Ces éléments d'information lui permettront d'assurer l'animation de la procédure de révision et la construction d'un nouveau projet de territoire pour les années 2020-2035, la récente loi du 8 août 2016 « pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages » ayant porté la durée de classement d'un territoire en Parc naturel régional à 15 années.

De plus, le Parc devra mener des actions de communication et de concertation, afin de répondre à la nécessité d'association des acteurs du développement local, de la population et des représentants de la société civile ; actions dont l'objet est de faciliter la mise en cohérence des démarches engagées sur ou à proximité du périmètre de révision.

Le Syndicat mixte de gestion du Parc du Morvan rédigera la nouvelle Charte en liaison avec ses principaux partenaires (État Région, Départements, communautés de communes, communes) dans le cadre d'instances de pilotage. Des prestations externes seront néanmoins indispensables à chaque étape de la révision : bilan-évaluation de la précédente Charte, animation de la concertation, interventions d'experts, relecture générale du projet de Charte. L'ensemble des autres tâches sera réalisé par l'équipe du Parc naturel régional (diagnostic et analyse des enjeux...).

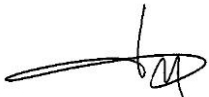

Le syndicat mixte veillera, pour le bon déroulement de la procédure et dans un souci d'anticipation à associer la Région (Elus et services) à chaque phase de l'élaboration de la Charte mais aussi à assurer la coordination des différents partenaires (Etat, Départements, Pays, Communautés de communes...).

Propositions :

Un amendement oral a été présenté par M. Sylvain MATHIEU qui porte principalement sur le périmètre d'étude qui est porté à 134 communes (Cussy-les-Forges, Mouron-sur-Yonne, Avrée, Semelay et Fléty) au lieu de 129. Cet amendement a été adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés.

Après en avoir délibéré, le Conseil régional a décidé, en prenant en compte l'amendement adopté :

- De prescrire la révision de la Charte du Parc naturel régional du Morvan,
- De définir un périmètre d'étude de 134 Communes tels que présentés en annexes 1 et 2,
- D'approuver les modalités d'association des collectivités, organismes, partenaires, acteurs et habitants associés à la révision conformément à l'annexe 3,
- D'approuver la convention de partenariat entre la Région Bourgogne-Franche-Comté et le Syndicat mixte de gestion du Parc naturel régional du Morvan pour la mise en œuvre de la révision de la Charte selon le projet joint en annexe 4 et d'autoriser la Présidente du Conseil régional à la signer,
- D'attribuer une subvention de 75 000 € au Syndicat mixte de gestion du Parc du Morvan pour la mise en œuvre des premières actions liées à cette révision sur 2017 selon la ventilation des dépenses présentées en annexe 5 et d'autoriser la Présidente du Conseil régional à la signer,
- D'approuver la convention financière entre la Région Bourgogne-Franche-Comté et le Syndicat mixte de gestion du Parc naturel régional du Morvan pour la mise en œuvre de la révision de la Charte selon le projet joint en annexe 5 et d'habiliter la Présidente du Conseil régional à la signer.

POINT FINANCIER SUR L'EXERCICE			
INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
AP ouvertes :	0,00 €	AE ouvertes :	1 000 000,00 €
AP individualisées et/ou affectées :	0,00 €	AE affectées :	900 000,00 €
Propositions du rapport en AP :	0,00 €	Proposition du rapport en AE :	75 000,00 €
AP disponibles :	0,00 €	AE disponibles :	25 000,00 €
Fiche de procédure n° / Prog du règl d'interv.n° :		La Présidente, 	
Délibération de référence :			
Propositions adoptées		Mme DUFAY	
DECISION :		La Présidente, 	
Résultat du vote : Unanimité des membres présents ou représentés		Mme DUFAY	
Délibération n° : 17AP.114	Envoi Préfecture : jeudi 6 avril 2017 Retour Préfecture : jeudi 6 avril 2017 Accusé de réception n° 021-200053726-20170331-lmc100000030113-DE		Imputation Budgétaire / Typologie crédits : AA

Annexe 3

Précisions pour l'enquête publique

19 mars 2019

A la p6, dans la première partie (méthodologie mobilisée), la commission relève l'absence de participation du « grand public ». Dans la 2^{ème} partie (précautions méthodologiques), il est évoqué la parole de l'habitant et celle du propriétaire. Qu'en est-il exactement ?

☞ L'évaluation a été réalisée en s'appuyant sur les instances existantes du Parc et notamment sur les commissions thématiques qui regroupent élus, représentant des corps intermédiaires (associations, syndicats, chambres consulaires) et représentant des services de l'Etat, des établissements publics et des techniciens des collectivités. Les commissions ayant travaillé tout au long de la mise en œuvre de la Charte 2008-2020, il semblait intéressant qu'elles donnent participant à l'évaluation.

L'habitant et le propriétaire sont dissociés car un certain nombre d'actions animées par le Parc concernent des propriétaires de biens et non des habitants, sans distinction de leurs possessions. Exemples : contrats Natura 2000, contrat forêt etc.

P42, 2^{ème} § en partant du haut, concernant la conclusion et l'évaluation sur l'énergie, pouvez-vous expliquer : "Si les résultats sont remarquables pour le développement des énergies renouvelables, ils restent confidentiels pour les volets de la sobriété et de l'efficacité énergétique" ?

☞ La phrase rédigée par le prestataire INDDIGO doit se comprendre de la façon suivante : "Si les résultats sont remarquables pour le développement des énergies renouvelables, ils restent **très modestes** pour les volets de la sobriété et de l'efficacité énergétique". Cette phrase ne doit pas donner lieu à une interprétation comme quoi certains résultats seraient "secrets" ou "dissimulés", cela n'a pas lieu d'être.

Pourriez-vous mettre un renvoi des sigles en bas de pages et/ou un glossaire en début ou fin de certains documents lorsque c'est nécessaire (cf. rapport d'évaluation : p29/60 : MAEt et MAEc, p37 : FSC ??)

AB : Agriculture Biologique

ABM : Artisans Bois Morvan

ABF : Architecte des Bâtiments de France

ADEME : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie

ADT : Agence de Développement Touristique

AELB : Agence de l'Eau Loire-Bretagne

AESN : Agence de l'Eau Seine-Normandie

AFB : Agence Française de la Biodiversité

AFOM : Atouts Faiblesses Opportunités Menaces

AFSNN : Association Française du Sapin de Noël Naturel

AOT : Autorité Organisatrice de Transports

APN : Activités de Pleine Nature

APPB : Arrêté Préfectoral de Protection de Biotopie

APROVALBOIS : Filière Forêt-Bois en Bourgogne-Franche-Comté

ARB : Agence Régionale pour la Biodiversité

ARORM : Association pour la recherche sur l'Occupation et la Résistance en Morvan

ARS : Agence Régionale de Santé

ASL : Association Syndicale Libre

ATEN : Atelier Technique des Espaces Naturels

BBF : Bourgogne Base Fauna

BD : Base de données

BFC : Bourgogne-Franche-Comté

BN : Bourgogne Nature

BNj : Bourgogne Nature junior

CA : Contrat Aidé

CAC : Conseil Associatif et Citoyen

CAT : Centre d'Aide par le Travail
 CAUE : Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement
 CBN BP : Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien
 CBPS : Code de Bonnes Pratiques Sylvicoles
 CC : Communauté de Communes
 CCI : Chambre de Commerce et d'Industrie
 CCs : Conseil scientifique
 CD : Conseil Départemental
 CDD : Contrat à Durée Déterminée
 CDI : Contrat à Durée Indéterminée
 CENB : Conservatoire d'Espaces Naturels de Bourgogne
 CERD : Centre d'Etudes et de Ressources sur la Diversification
 CEREMA : Centre d'Etudes et d'Expertise sur les Risques, l'Environnement, la Mobilité et l'Aménagement
 CFPPA : Centre de Formation Professionnelle et de Promotion Agricole
 CFT : Charte Forestière de Territoire
 CIPREF : Centre régional d'Information et de Promotion des Entreprises Forestières
 CNFPT : Centre National de la Fonction Publique Territoriale
 CNPF : Centre National de la Propriété Forestière
 CODIR : Comité de DIRection
 COPIL : Comité de PILOTage
 CR : Compte-rendu
 CR : Conseil Régional
 CRB : Conseil Régional de Bourgogne
 CRBFC : Conseil Régional de Bourgogne-Franche-Comté
 CRESS : Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire
 CRPF : Centre Régional de la Propriété Forestière
 CRT : Comité Régional du Tourisme
 CUMA : Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole
 DDT : Direction Départementale des Territoires
 DIG : Déclaration d'Intérêt Général
 DIREN : Direction Régionale de l'Environnement
 DOCOB : Document d'Objectifs
 DRAAF : Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt
 DRAC : Direction Régionale des Affaires Culturelles
 DREAL : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
 DSP : Délégation de Service Public
 DUP : Déclaration d'Intérêt Public
 ENR : Energies Renouvelables
 ENS : Espace Naturel Sensible
 EPCC : Etablissement Public de Coopération Culturelle
 EPCI : Etablissement Public de Coopération Intercommunale
 EPTB : Etablissement Public Territorial de Bassin
 ESAT : Etablissements et Services d'Aide par le Travail
 ETP : Equivalent Temps Plein
 FB : Facebook
 FCBA : centre technique industriel français Forêt, Cellulose, Bois-construction et Ameublement
 FDC : Fédération des Chasseurs
 FEADER : Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural
 FEDER : Fonds Européen de Développement Régional
 FFRP : Fédération Française de Randonnée Pédestre
 FSC : Forest Stewardship Council (label environnemental)
 FSE : Fonds Social Européen
 GAB : Groupe Ecrevisses Bourgogne
 GAL : Groupe d'Action Locale
 GAPMB : Groupement des Apiculteurs Professionnels Morvan Bourgogne
 GEMAPI : compétence GEstion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations
 GGRFB : Groupement pour une Gestion Responsable de Forêts Bourguignonnes
 GIP : Groupement d'Intérêt Public

GLACEM : Groupement de Liaison des Associations Culturelles et Economiques du Morvan
 GTM : Grande Traversée du Morvan
 GTMC : Grande Traversée du Massif Central
 GVT : Glissement Vieillesse Technicité
 ICPE : Installation Classée Pour l'Environnement
 IGN : Institut Géographique National
 IPAMAC : Inter Parcs Massif Central
 Labex ITEM : Laboratoire d'excellence territoriale Innovation et Territoires de Montagne
 LEADER : Liaison Entre les Actions de Développement de l'Economie Rurale
 LIFE : L'Instrument Financier de l'Union Européenne consacré aux projets Environnementaux
 LPO : Ligue pour la Protection des Oiseaux
 MAAF : Ministère de l'Agriculture de l'Alimentation et de la Forêt
 MAEc : Mesures Agri Environnementales et Climatiques (2015-2020)
 MAEt : Mesures Agri Environnementales Territorialisées (2007-2014)
 MEEDDAT : Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire
 MOH2 : Programme Milieux Ouverts Herbacés 2
 MPOB : Maison du Patrimoine Oral de Bourgogne
 MSH : Maison des Sciences de l'Homme
 NOTRe : loi n° 2015-991 portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République
 NTIC : Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
 OFAB : Observatoire de la Faune de Bourgogne
 OGS : Opération Grand Site de France
 ONCFS : Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage
 ONEMA : Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques
 ONF : Office National des Forêts
 ONG : Organisation Non Gouvernementale
 OQEM : Observatoire de la Qualité des Eaux du Morvan
 ORB : Observatoire Régional de la Biodiversité
 OT : Office du Tourisme
 OTSI : Offices du Tourisme et Syndicats d'Initiatives
 PAC : Politique Agricole Commune
 PCET : Plan Climat Energie Territorial
 PDIPR : Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée
 PDIRM : Plan Départemental des Itinéraires de Randonnée Motorisée
 PDRESI : Plan Départemental des Espaces, Sites et Itinéraires
 PEFC : Programme de Reconnaissance des Certifications Forestières
 PETR : Pôle d'Equilibre Territorial et Rural
 PIAGE : Plan Intercommunal d'Aménagement et de Gestion de l'Espace
 PLU : Plan Local d'Urbanisme
 PLUi : Plan Local d'Urbanisme Intercommunal
 PME : Petite et Moyenne Entreprise
 PNA : Plan National d'Action
 PNR : Parc naturel régional
 PNRBV : Parc naturel régional des Ballons des Vosges
 PNRHJ : Parc naturel régional du Haut-Jura
 PNRM : Parc naturel régional du Morvan
 POMAC : Programme Opérationnel Massif Central
 PSG : Plan Simple de Gestion
 PTRE : Plateformes Territoriale de Rénovation Energétique
 RBD : Réserve Biologique Domaniale
 RBI : Réserve Biologique Intégrale
 RD : Route Départementale
 RN : Route Nationale
 RNF : Réserves Naturelles de France
 RNR : Réserve Naturelle Régionale
 RNU : Règlement National d'Urbanisme
 SAFER : Société d'aménagement foncier et d'établissement rural
 SAU : Surface Agricole Utile

SC : Service Civique
SCOT : Schéma de Cohérence Territoriale
SDAP : Service Départemental d'Architecture et du Patrimoine
SHNA : Société d'Histoire Naturelle d'Autun
SIEEN : Syndicat intercommunal d'énergies, d'équipement et d'environnement de la Nièvre
SIEM : Site d'Intérêt Ecologique Majeur
SIG : Système d'Information Géographique
SINP : Système d'Information sur la Nature et les Paysages
SPANC : Service Public d'Assainissement Non Collectif
SRA : Service Régional d'Archéologie
SRADDET : Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires
SRCAE : Schéma Régional Climat Air Energie
SRI-DRAC : Service Régional de l'Inventaire de la Direction Régionale des Affaires Culturelles
TEPCV : Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte
TVB : Trame Verte et Bleue
UDAP : Unité Départementale d'Architecture et du Patrimoine
UNIFA : Union des Industries de la Fertilisation
VIVEA : Fonds d'assurance formation agricole
ZNIEFF : Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique